

UNIVERSITÉ DE LA VALLÉE D'AOSTE	Sciences économiques	Gabriella Vernetto
<i>Module 10 – Synthèse de documents</i>		Unité 2 – L'inquiétude face à l'emploi

Objectifs :

- analyser des documents économiques
- repérer les informations principales
- reformuler des informations (utilisation de synonymes et antonymes)

1. Pour démarrer...

Activité n. 1 - L'inquiétude sur l'emploi domine le climat social

Repérez dans le texte ci-dessous les synonymes des mots suivants

compétition		pugnacité	
favorisée		recrudescence	
peu		abolition	

et les antonymes

accords		nationalisation	
hausse			

A part Air France, peu d'entreprises connaissent une rentrée agitée. Mais, tant dans le public que dans le privé, les restructurations annoncées ou attendues pourraient déboucher sur des conflits alors que les prochaines élections prud'homales vont raviver la concurrence entre les syndicats.

Le conflit salarial des pilotes d'Air France ne saurait faire illusion. En revendiquant de fortes hausses de salaires, la catégorie la mieux lotie de la compagnie aérienne ne semble guère être en mesure de donner le coup d'envoi d'un mouvement social d'envergure.

Dans les entreprises, l'heure est plutôt à l'attentisme, marqué d'une profonde morosité.

Les signes d'une réelle baisse d'activité dans un grand nombre de secteurs accentuent un climat d'inquiétude renforcé par la crise boursière de l'été, les incertitudes de reprise de l'économie et la perspective d'un conflit en Irak. De fait, *"l'heure n'est pas à la combativité dans les entreprises"*, souligne Michel Huc, secrétaire général de la fédération FO de la métallurgie.

Pour l'heure, les confédérations syndicales sont surtout mobilisées par les projets gouvernementaux sur le smic et la réforme des 35 heures, avant l'engagement de discussions sur l'avenir des retraites et de la Sécurité sociale. Dans les perspectives budgétaires de 2003, la réduction du nombre de fonctionnaires a fait l'effet d'un chiffon rouge pour les syndicats. De même, les menaces de privatisation d'une partie du capital d'entreprises publiques ont relancé les mouvements.

[...]

ANNONCES SUSPENDUES

"L'annonce de grandes restructurations n'est guère favorable en période électorale", relève un dirigeant d'un cabinet conseil en ressources humaines. Outre la crainte d'un regain de mobilisation syndicale, nombre d'entreprises ont choisi le report de leurs projets dans l'attente d'une réforme de la loi de modernisation sociale évoquée par le gouvernement.

Même si plusieurs plans "de sauvegarde de l'emploi" – la nouvelle dénomination des plans sociaux – d'envergure sont engagés depuis le printemps (360 suppressions à l'unité Whirlpool d'Amiens, 1 400 suppressions dans la fusion HP-Compaq, AZF et SNPE à Toulouse...), plusieurs sociétés ont suspendu leurs annonces. [...]

Alcatel, qui avait annoncé 10 000 suppressions d'emplois pour la rentrée, a retardé l'échéance. Cela n'empêche pas la CGT de l'unité de Vélizy (Yvelines) de dénoncer la généralisation des "licenciements individuels transactionnels". Plutôt que d'affronter les syndicats et les élus, les entreprises adoptent la "méthode douce": des suppressions de postes en petit nombre dans des unités de faible taille.

Durant l'été, la dégradation de l'emploi a affecté surtout des filiales de grands groupes ou des PME en difficulté.

« Le Monde » Michel Delberghe

Activité n. 2 - Nombre d'entreprises freinent leurs projets de recrutement

Complétez le texte suivant en conjuguant les verbes entre parenthèses au temps indiqué

La rentrée des entreprises (s'annoncer – présent) morose. Le rythme des créations nettes d'emplois (tomber – passé composé) au deuxième trimestre à 0,2 %, contre 1,9 % un an auparavant. Moins de 135 000 emplois (devoir – conditionnel) être créés d'ici à la fin de l'année, selon l'institut Xerfi, loin du record de 600 000 atteint en 2000. "Tout semble verrouillé, précise la note de conjoncture de Xerfi, datée du 5 septembre. Les chefs d'entreprise (décider – passé composé) de reporter, voire de supprimer, tout plan substantiel d'investissement ou de recrutement. Le pied reste sur le frein."

..... (interroger – participe passé) par *Le Monde* en janvier, la majorité des sociétés (déclarer – imparfait) qu'elles (voir – conditionnel) en septembre si une éventuelle reprise leur (permettre – conditionnel) de revoir à la hausse leurs objectifs d'embauche. Ce n'est pas le cas. "Les gens n'ont pas le moral, la reprise économique a été trop courte", (constater – imparfait), fin août, Bruno Mettling, membre du directoire des Caisses d'épargne. Le flottement ressenti au début de l'année (se dissiper – passé composé - forme négative) et les firmes (hésiter – présent) et même (revoir – présent) parfois leurs objectifs d'embauche à la baisse.

Ainsi des services informatiques. En janvier, ce secteur (constituer – imparfait) une des locomotives de l'emploi. Mais la conjoncture peu porteuse pousse à l'extrême prudence. Le groupe IBM, numéro un mondial de l'informatique qui a supprimé 5 % de ses effectifs mondiaux (15 613 emplois) au deuxième trimestre, n'a logiquement recruté en France qu'un quart des 1 000 personnes (prévoir – participe passé) en début d'année. La SSII Altran (réduire – passé composé) la voilure mondiale et (embaucher – futur) 2 400 personnes en France au lieu des 2 700 envisagées. Tout comme Unilog, qui (s'arrêter – futur) à 1 000 recrutements contre les 1 500 initialement imaginés.

Activité n. 3

Repérez dans le texte la position des entreprises suivantes vis-à-vis de la création d'emplois.

Carrefour	
Auchan	
Pinault - Printemps - Redoute	
SNCF	
TotalFinaElf	

"UN PEU EN DEÇÀ DES OBJECTIFS"

Dans la distribution, la tendance est plus contrastée. Carrefour, qui avait dans ses cartons l'ouverture d'une trentaine de magasins en France, déclare être en ligne avec ses objectifs, dont la création de 1 400 emplois net. Auchan déclare, lui, *"être un peu en deçà des objectifs de recrutement prévus en début d'année, notamment en raison de la baisse du turnover du personnel"*. La chaîne devrait embaucher 550 cadres et non 700 en 2002. Le ton est encore plus prudent chez Pinault - Printemps - Redoute. Le groupe de distribution, qui a réduit de 12,5 % ses effectifs aux Etats-Unis, envisageait de recruter 1 500 cadres dans l'année. Il n'aura atteint que le tiers de cet objectif en décembre. L'entreprise avoue digérer assez difficilement les 700 salariés embauchés pour la mise en place des 35 heures.

Même la SNCF s'interroge. L'entreprise publique avait prévu d'embaucher 6 600 personnes sur l'année. *"Nos prévisions de recrutement étaient fondées sur un redressement de l'activité au second semestre que nous ne sommes pas en train d'observer"*, explique Pierre Izard, DRH de la SNCF. L'entreprise en est, pour l'instant, à un peu plus de 5 000 recrutements depuis janvier. Un comité central d'entreprise est prévu à ce sujet mi-septembre.

Tout n'est pas noir pour autant. Certaines sociétés, comme TotalFinaElf, déclarent continuer à embaucher sur la même ligne qu'en début d'année. La majorité des banques, qui sont obligées d'anticiper le départ à la retraite de la génération des baby-boomers, annoncent qu'elles tiendront leurs objectifs d'embauche. Le secteur du tourisme ne paraît pas non plus affecté par la conjoncture. Euro Disney, tout comme le groupe hôtelier Accor, déclarent que le rythme soutenu des recrutements n'a pas faibli depuis janvier.

Le secteur de l'intérim annonce que la situation s'améliore doucement depuis février. Mais nombre de directeurs du recrutement, optimistes en début d'année, ne veulent désormais pas se prononcer pour 2003.

« Le Monde » Laure Belot

Activité n. 4 - Les plans sociaux se multiplient en Haute-Normandie - Dans l'Eure, le chômage a augmenté de 13,3 % en un an.

Recomposez le texte suivant. Attention les phrases de la colonne de droite sont dans le désordre.

A	Les neuf premiers mois de l'année en Haute-Normandie ont été marqués par une détérioration du climat social,	a	se plaignant de ne pas avoir en face d'elle les interlocuteurs au plus haut niveau.
B	Les deux départements de la région sont touchés dans des secteurs très variés, et les conséquences sur l'emploi sont déjà sensibles dans l'Eure,	b	provoquée par une succession de défaillances d'entreprises ou de projets de restructurations.
C	La Seine-Maritime a stabilisé son taux de chômage à + 1,5 % en un an,	c	qui a deux usines en France, à Saint-Pierre-du-Vauvray (Eure) avec 220 salariés et à Saint-Amand-Montrond (Cher) avec 117 salariés, accroît encore l'inquiétude dans l'Eure.
D	Dans l'Eure, après la disparition en 2001 du sous-traitant automobile De Carbon à Andé (275 salariés), la décision du finlandais Aspocomp de fermer son usine de composants électroniques à Evreux (521 salariés) rachetée en 1999 à Philips,	d	grâce notamment à l'impact du plan de réindustrialisation après la fermeture des chantiers navals du Havre (ACH) et du dynamisme de la région havraise autour du chantier Port 2000. Ce qui n'empêche pas les défaillances d'entreprises, même proches du Havre. [...]
E	Le maire d'Evreux, Jean-Louis Debré (UMP), président de l'Assemblée nationale, n'est pas mieux parvenu que la gauche	e	avec un plan de restructuration devant déboucher sur 200 suppressions d'emplois sur un effectif de 300 personnes.
F	L'usine Alizol à Alizay (Eure) du groupe Chimiotecnic (fabrication de produits d'entretien) est en redressement judiciaire depuis mai	f	a illustré un retournement de tendance pour ce département, où l'emploi avait bien profité de la croissance.
G	Après trois mois de négociations infructueuses, l'intersyndicale a décidé, vendredi 6 septembre, le blocage total de l'entreprise,	g	à contraindre Aspocomp à participer à un plan social et à rechercher un repreneur. [...]
H	La mise en redressement judiciaire vendredi du fabricant de chaussures Labelle,	h	où le chômage en un an a augmenté de 13,3 %.

« Le Monde » Etienne Banzet

A	B	C	D	E	F	G	H
b							

Activité n. 5

a. Repérez le thème et la problématique abordés dans le corpus de documents que vous venez de découvrir.

b. Dites quel est le document principal et notez les informations essentielles.

c. Analysez les autres documents en fonction du document principal en mettant en évidence intégrations, précisions ou oppositions.

Doc. 1 (document principal)	Doc . 2	Doc. 3	Doc. 4